

Arrêté municipal temporaire n° 2023.98

**Objet : Stationnement réservé pour agent de sécurité - Boutique ORANGE.
Place de parking au droit du n° 2 Avenue Jules BERNARD.**

Nous, Pierre COMBES, maire de Nyons,

Vu le Code de la Route

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2212-2 alinéa 3

Vu l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et à l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété.

Vu la demande présentée le 19/04/2023 par le responsable de la boutique ORANGE à NYONS 26110.

Considérant qu'il est impératif au demandeur d'occuper le domaine public pour faire stationner le véhicule de son agent de sécurité maître-chien à proximité de sa boutique ORANGE 26110 Nyons.

Considérant qu'il appartient au maire d'exercer la police de la circulation et du stationnement sur les routes nationales, départementales et les voies de communication à l'intérieur de l'agglomération.

Arrêtons

Article 1 : Le demandeur ci-dessus désigné est autorisé à occuper le domaine public communal, dans les conditions stipulées par le présent arrêté.

Article 2 : Le véhicule de l'agent de sécurité de la boutique ORANGE est autorisé à occuper le domaine public pour stationner sur la place de parking matérialisée au droit du n°2 Avenue Jules BERNARD à 26110 NYONS.

**Du vendredi 21 avril 2023 de 08h00
Au dimanche 30 avril 2023 à minuit.**

Article 3 : Le demandeur devra mettre en place, sous sa responsabilité et à ses frais, la signalisation complète au moins sept jours ouvrables avant la date d'intervention.

Les véhicules en stationnement gênant pourront faire l'objet d'une mise en fourrière, prévu par l'article R.417-10 du code de la Route

Article 4 : Le demandeur ne pourra, sous peine de sanctions, occuper le domaine public défini ci-après qu'en possession du présent arrêté qui sera affiché en permanence, visible du domaine public ainsi que les éventuelles autres autorisations, qui devront pouvoir être produites à toute réquisition des services de Police, de Gendarmerie, et de ceux de la ville.

Article 5 : Recours

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 6 : La ville de Nyons se réserve le droit d'annuler le présent arrêté en cas de non respect d'un de ses articles et cela sans préavis et sans que le demandeur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Directeur Général des Services, la Gendarmerie Nationale, la Police Municipale et les services techniques de la ville sont requis afin d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nyons, le 21 Avril 2023,

Pour copie conforme,

Le Maire,

Pierre COMBES

